

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**La polémique
internationale
de l'eurocommunisme**
Lire page 5

Dimanche 31 juillet 1977:



Vital...

Vital Michalon, 31 ans, professeur de physique-chimie, originaire de Dié (Drôme). Il est mort dimanche, « d'un arrêt cardiaque », a dit le préfet Jannin.

Précipitamment. En fait, nul ne sait avec certitude ce qui s'est passé juste avant que le cœur de Vital Michalon ne s'arrête. Selon certains témoignages, son corps portait de larges ecchymoses. D'autres témoignages parlent de blessures à la tête. Une seule chose est sûre : le médecin a refusé le permis d'inhumation et l'autopsie du corps sera pratiquée aujourd'hui à Lyon. Il y a mille manières de mourir d'un arrêt du cœur.

La campagne orientale de Cyrus

C'est hier que le secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, est arrivé à Alexandrie, en Egypte, première étape de sa tournée dans les capitales du Moyen Orient. Il se rendra ensuite à Beyrouth (Liban), Damas (Syrie) et Amman (Jordanie) avant de s'entretenir avec le roi Khaled d'Arabie Saoudite dans sa résidence d'été de Taef. Sa tournée s'achèvera par une série de discussions avec les dirigeants israéliens à Jérusalem et Tel Aviv.

Le voyage de Cyrus Vance semble placé sous des auspices peu favorables. Il tentera de sonder les différentes parties en présence sur la possibilité de relancer à l'automne les travaux de la Conférence de Genève. Outre le fait que les divers pays arabes vont présenter un « plan de paix » propre, après avoir refusé en bloc le plan de Menahem Begin que le Premier ministre israélien avait présenté lors de son voyage à Moscou, la question épineuse reste la participation des Palestiniens à la Conférence de Genève.

Pour les Etats Unis, qui reprennent en partie la position israélienne, les Palestiniens devraient pouvoir y participer après qu'ils aient reconnu l'Etat d'Israël. Ceux-ci, au contraire, expliquent : « Nous n'accepterons pas le principe d'une patrie palestinienne si celle-ci découle de la reconnaissance d'Israël. »

Le voyage de Cyrus Vance risque donc de tourner vite court.

Paris se vide

D'après les statistiques données par les caisses de chômage de l'ASSEDIC, la ville de Paris a perdu 20 800 emplois, essentiellement dans l'industrie et les travaux publics. Par contre, on assiste à une légère progression des effectifs dans les départements de la petite couronne (18 700 emplois de plus) et une très forte progression dans les départements périphériques (27 900 emplois créés). C'est si joli la banlieue !

Après la marche sur Creys-Malville

NOUS SOMMES TOUS DES ECOLOGISTES ALLEMANDS

Les commentaires catastrophistes de la presse bien pensante, après les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre lors du rassemblement de Creys-Malville, ne visent qu'à une chose : atténuer l'ampleur du mouvement de contestation à la politique électro-nucléaire du gouvernement français. Il est en effet paradoxal de constater combien nombre de journaux s'apesantissent sur « les violentes démonstrations des commandos anarchistes », alors qu'ils font l'impasse sur le succès manifeste du rassemblement.

Malgré la campagne systématique de dénigrement à l'encontre des militants antinucléaires effectuée par le préfet de l'Isère — et grâce à l'attitude complaisante d'une certaine presse —, malgré les multiples intimidations policières des derniers jours et les provocations diverses, et malgré, nous ne le déplorerons jamais assez, l'absence de participation des principales organisations du mouvement ouvrier, la coordination des comités Malville a réussi la mobilisation massive qu'elle escomptait tenir.

Plus de 50 000 personnes ont, pendant des heures et sous une pluie continue, affirmé qu'ils refusaient la logique du « tout nucléaire » affichée encore vendredi dernier par Giscard. De nombreuses délégations étrangères venues d'Allemagne, d'Italie, de Suisse ou de Belgique ont démontré que les dangers du nucléaire n'avaient pas de frontières. La présence de nombreux militants des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, qui tranchait avec le peu de succès rencontré par les rassemblements initiés par la CFDT ou le PS, traduisait nettement leur volonté de passer outre les consignes de leurs directions. Ils démontraient par leur attitude que les exigences de la lutte unitaire et de masse contre la politique du gouvernement faisaient fi de toutes les modérations entretenues par le PC, le PS, la CGT ou la CFDT.

Un des enseignements que devront tirer tous les militants



antinucléaires est la volonté farouche avec laquelle le gouvernement entend protéger les sites prévus pour la construction de centrales nucléaires.

La mobilisation policière hors du commun, les déclarations tonitruantes du préfet de l'Isère, comme du ministre de l'Intérieur, prouvent qu'il nous faut renforcer notre lutte.

Le bilan du rassemblement de Creys-Malville, discuté dans tous les comités locaux, débattu par toutes les organisations partie prenante de la marche, comme par celles qui ont déserté le terrain de jour-là, devra donner l'occasion de préciser les objectifs de la lutte antinucléaire et de trouver les formes organisationnelles adéquates pour les mettre en œuvre.

Cette tâche est urgente et nécessaire.

Mais la tâche de l'heure

doit consister à agir dans les plus brefs délais pour obtenir toute la vérité sur les conditions de la mort de Vital Michalon, le manifestant tué dimanche après-midi sur la colline de Faverges. Toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent faire converger leurs efforts pour établir les véritables responsabilités des forces de répression. Mais nous devons obtenir également la libération immédiate et sans condition des dix-neuf camarades interpellés dimanche et qui doivent passer en flagrant délit jeudi matin.

Denis Caron

Flags pour les écoles

Les dix-neuf militants antinucléaires arrêtés après la manifestation de Creys-Malville (onze Allemands, six Français et deux Suisses) ont été présentés, hier, au parquet de Bourgoin (Isère). Ils devraient passer en flagrants délits, jeudi après-midi, dans la même ville.

A répression d'exception, justice d'exception. Les prévenus pourront ainsi goûter les charmes de notre justice, bien française elle.

Des avocats sont demandés pour assurer leur défense. S'adresser au palais de justice de Bourgoin. Et surtout y être le jour de l'audience.

Lire page 2 et 3

DU COTE DE L'EXTREME GAUCHE

• OCT : répression policière sans précédent

Les 50 000 manifestants de Malville, ont témoigné de l'ampleur du refus populaire qui s'exprime désormais contre le programme électro-nucléaire français. Personne ne peut à présent nier le caractère massif de cette opposition.

Le pouvoir a voulu faire de l'interdiction de cette manifestation, un enjeu pour l'ensemble de sa politique anti-populaire. C'est pourquoi il a déclenché une répression policière sans précédent, envoyant en première ligne son Ministre de l'Intérieur, encourageant les déclarations provocatrices de son Préfet de l'Isère.

Les bonnes paroles prodiguées par Giscard d'Estaing, lors de sa « tournée des popotes » nucléaires, ont fait place à la froide détermination d'une police prête à tout pour s'opposer aux manifestants. C'est au cours de charges policières d'une violence inouïe, que plusieurs dizaines de manifestants ont été blessés, parfois grièvement, et que l'un d'entre eux est mort.

Contre les exigences de ceux qui mettent en cause le programme électro-nucléaire français et ses risques incalculables, le pouvoir a montré que la seule réponse dont il est capable, c'est encore et toujours la répression.

L'OCT dénonce la campagne xénophobe, montée de toute pièce, contre les participants étrangers, venus apporter leur solidarité à leurs camarades français. En favorisant une telle campagne, le gouvernement cherche à masquer le projet « Super-Phénix », clé de voute du programme électro-nucléaire à l'échelle européenne, menace aussi les populations, au-delà de nos frontières. En présentant les antinucléaires, comme des « étrangers », des « violents », il cherche à empêcher la jonction de ce mouvement avec l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

L'OCT appelle tous les travailleurs, à dénoncer les mensonges du pouvoir et à riposter à sa répression criminelle, à battre en brèche l'ensemble de sa politique nucléaire.

D'ores et déjà, l'OCT appelle à faire de la manifestation du Larzac des 13 et 14 août, une nouvelle occasion d'exprimer le profond courant de tous ceux et celles qui refusent la société du profit et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs.

Secrétariat national de l'OCT

• UTCL : autodéfense ouvrière et paysanne

Une fois de plus le pouvoir a tué ! Il ne pouvait tolérer que se tienne à Malville une mobilisation de masse, et ceci malgré l'absence de la CGT et de la CFDT, premiers pas dans la lutte contre l'Europe du nucléaire.

Un mort, une centaine de blessés, voilà le résultat de l'intransigeance du pouvoir et de ses chiens de garde.

Cependant, il convient de remarquer que, face à cette répression pourtant prévisible, les organisateurs n'ont pas su assumer jusqu'au bout leurs responsabilités. Ainsi l'absence totale de coordination entre les différentes marches s'est traduite par le refus de déterminer clairement et d'une manière unitaire le caractère de la marche. On en est arrivé à un compromis boiteux où l'on parlait de marche pacifique devant s'approcher le plus près du site, donc, menant inéluctablement à l'affrontement avec les forces de l'ordre ; les déclarations racistes et fascistes du préfet Jannin ne laissent aucun doute sur la véritable nature de la présence des gardes mobiles et des CRS à cet endroit.

Cette confusion a eu pour conséquence le fait que certaines marches aient décidé d'aller à l'affrontement (Morestel) et d'autres non, ce qui s'est traduit sur le terrain par l'incapacité d'opposer une riposte de masse face aux violences policières. On peut retirer de ce rassemblement un certain nombre de points positifs tel que le caractère de masse (50 000 personnes) et ceci malgré l'absence de mots d'ordre politique contre le nucléaire, le faux débat violence et non violence et les tentatives de marginaliser certains groupes. Autre point positif : la radicalisation de la population locale face à la violence policière fait franchir un degré supérieur à la lutte antinucléaire. Aujourd'hui plus que jamais nous devons, dans les entreprises, les quartiers, partout, mettre à l'ordre du jour le débat sur l'autodéfense ouvrière et paysanne pour sa réelle reprise en charge.

Dès maintenant, exigeons la libération de nos camarades et la levée des inculpations contre l'Europe électronucléaire et ses valets ! Autodéfense ouvrière et paysanne !

Union des travailleurs communistes libertaires
Pour le contact : Editions L (sans autre mention)
BP 51902 75 067 — Paris CEDEX 02

• FA : la logique d'une société

Les violents affrontements qui ont eu lieu à Malville cet après-midi et qui ont provoqué la mort d'un manifestant, démontre, une fois de plus, la volonté aveugle du pouvoir de maintenir coûte que coûte sa politique nucléaire. Notre société poursuivant la logique de son développement économique met en place les moyens d'assurer sa survie. Le programme nucléaire n'est que le moyen nécessaire à la continuité du système d'exploitation de l'homme par l'homme. La remise en cause globale, politique et économique de notre société, de ses moyens, de ses buts qui ne peut être acceptée, ni tolérée par les défenseurs de cette société qu'ils soient au pouvoir ou non. Elle devrait logiquement aboutir si la prise de conscience nécessaire s'effectue à la destruction du système actuel centralisateur et étatique et à la modification profonde des rapports de production.

C'est dans cette perspective que la Fédération anarchiste s'associe à la lutte antinucléaire comme étant un des aspects de la lutte des classes et de la lutte anti-étatique que mène la classe ouvrière et le peuple pour sa propre émancipation et l'édification d'une société autogestionnaire et fédéraliste.

Fédération anarchiste

• CCA : une victoire politique

« L'importance du dispositif militaire de la bourgeoisie et les déclarations hystériques du préfet Jannin ont amené, dès samedi matin, les 60 000 manifestants antinucléaires de Creys-Malville à être d'emblée confrontés à la question d'affrontements avec les forces de police. Celles-ci sont directement responsables de la mort de Vital Michalon et des nombreux blessés (graves et légers) ».

« Le caractère massif de la manifestation lui a permis de ne pas respecter les diktats du préfet en franchissant la RN 75 et, dès lors, l'affrontement était inévitable. L'impréparation à l'autodéfense de la manifestation de la part du collectif de marche a amené quelques individualités à l'action violente. Ce qui a conduit au faux-débat « violence/non-violence » alors que le problème posé était celui d'une pratique d'autodéfense collective ».

« La présence de 60 000 manifestants, malgré les conditions atmosphériques difficiles constitue une victoire politique pour le mouvement antinucléaire. La fin tragique de la manifestation définit les limites de ce succès. Le mouvement doit se structurer nationalement. C'est pourquoi nous maintenons notre proposition d'assises nationales des comités antinucléaires pour l'obtention d'un moratoire. »

Comités communistes pour l'autogestion

vie politique et sociale

Après la marche

Le calme était à peu près revenu, lundi matin, dans la région de Malville, au lendemain du rassemblement de ce week-end, théâtre de nombreux affrontements entre une partie des manifestants et les « forces de l'ordre ». Les habitants de la région pouvaient constater l'étendue des dégâts causés par la circulation incessante des flics dans les champs de maïs et de blé, et relever les centaines de cartouches en plastique utilisées par les flics dans leurs lance-grenades ! Ils ont pu également échanger leurs impressions sur l'ampleur de la répression dont ont été victimes les manifestants comme les villageois d'ailleurs.

Ainsi, de nombreux incidents ont émaillé la soi-

rée de dimanche alors que les manifestants s'étaient repliés depuis un bon moment. Près de Morestel par exemple, les quelques 200 personnes qui s'étaient réfugiées dans une ferme, ne doivent qu'à l'intervention de Louis Besson, député PS de Chambéry, d'être actuellement en pleine forme... A Poleyrieu, cinq cars de CRS plus un petit car, arrivés de fraîche date, ont perquisitionné chez un membre du comité Malville local. Dans le village de Naulieu, toutes les issues ont été bouclées, des arrestations ont été opérées. La folie furieuse des flics s'est donc manifestée encore plusieurs heures après la fin de la manifestation proprement dite.

Le bilan officiel de la manifestation dressé par



REACTIONS ET COMMENTAIRES

La CGT : la responsabilité incombe au gouvernement.

« La responsabilité des graves événements survenus le 31 juillet à Creys-Malville incombe au gouvernement. C'est lui qui a massé depuis des semaines des forces de police considérables sur le site affecté arbitrairement — sans consultation démocratique nationale ni régionale — à la construction de Super-Phénix. Ces forces d'intervention ne pouvaient servir à un autre usage qu'à la répression violente d'une manifestation. »

« La présence de personnes ou de groupes décidés à rechercher l'affrontement parmi les manifestants dépassait, sans le moindre doute, la volonté et les objectifs affirmés des organisateurs de cette marche. »

La CFDT : l'affrontement a été recherché.

« La CFDT n'a pas participé à la marche du 31 juillet. Elle ne voulait pas prendre le risque des affrontements inévitables, résultant de l'attitude agressive des pouvoirs publics, de la présence assurée des provocateurs, ainsi que des mots d'ordre et de la tactique choisis par certains manifestants. »

« Des milliers de policiers sont intervenus contre les manifestants et ont utilisé leurs armes. L'affrontement a donc été recherché. Voilà où mène l'obstination du pouvoir, qui refuse l'information et le débat et persiste dans la poursuite d'un programme nucléaire inacceptable. »

• Parti communiste (Paul Rochas, secrétaire fédéral de l'Isère) :

« Les manifestations de Malville auront surtout permis de créer des incidents violents qui ont fait plusieurs victimes, d'entretenir un climat de tension dont le pouvoir se satisfait (...). »

« Manifestement, le pouvoir a manœuvré. Non seulement il n'a pas essayé d'éviter les incidents, mais, bien plus, il a préconisé la manière forte. Cette attitude est tout à fait cohérente avec son refus de tout débat démocratique sur sa politique nucléaire. »

« Nous condamnons à nouveau les actes de violence de groupes organisés de France et d'autres pays agissant et se

couvrant derrière des mots d'ordre antinucléaires.

• Parti socialiste (Georges Fillioud, député de la Drôme) : « Après les événements tragiques du dernier week-end à Creys-Malville, le pouvoir comprendra-t-il enfin que seule la voie de la démocratie permettra d'éviter l'enchaînement des violences ? (...) »

« Une enquête devra établir clairement les responsabilités car on ne saurait se contenter de vagues déclarations officielles à résonance xénophobes accusant des commandos étrangers. »

« La raison devrait maintenant l'emporter et conduire le gouvernement à interrompre les travaux du chantier de Creys-Malville pour permettre un débat démocratique. »

• Les comités Malville : solidarité avec tous les manifestants.

La coordination des comités Malville déclare « avoir mésestimé l'hostilité du préfet de l'Isère », qu'elle accuse d'avoir « créé samedi un climat frisant le racisme ». »

La coordination affirme qu'au cours des heurts de Faverges, « il n'y a jamais eu de contacts directs au corps à corps avec les forces de l'ordre » et que « tous les manifestants blessés furent atteints par des grenades ». »

Affirmant sa solidarité « avec tous les manifestants, quelles que soient leur appartenance politique, leur nationalité et leur méthode d'action », la coordination dénonce l'attitude des pouvoirs publics qui, selon elle, « rend cruellement actuel le slogan : société nucléaire, société meurtrière, société policière ». »

• Brice Lalonde (les Amis de la Terre) : d'ahurissantes déclarations xénophobes.

« Je tiens à exprimer mon indignation et mon inquiétude à la suite du comportement des autorités. Le préfet a totalement manqué de sang-froid (...). Il a attiré les manifestants dans un piège en supprimant les barrages autour d'une zone qu'il prétendait interdire (...). Il s'est permis d'ahurissantes déclarations xénophobes. Il a exposé une version inexacte des faits (...). J'espère que le Parlement enquêtera sur ce drame. Je souhaite vivement que ce pays soit assez démocratique pour révoquer des cow-boys. »

Le pavé dans la vitrine d'EDF

Un jeune homme a lancé à minuit, dans la nuit de dimanche à lundi, des pavés et un cocktail molotov dans la vitrine de la permanence de l'EDF à Paris.

Des gardiens de la paix ont interpellé l'auteur de cet acte, Philippe Tirad, 24 ans, originaire de Bénouville dans le Calvados. Entendu hier matin par les policiers de la 4^e brigade territoriale, il a déclaré qu'il avait brisé cette vitrine de l'EDF « par solidarité avec les manifestants de Creys-Malville ». Il doit être déféré au parquet. Le commencement d'incendie, qui s'était déclaré dans le local de l'EDF, a été rapidement maîtrisé par les pompiers. Mais les dégâts sont assez importants.

Radio 93 :

émission 001 à Malville

C'est durant le rassemblement précédant la marche que Radio 93 s'est fait entendre dimanche vers 6 h 45 sur 100 mw durant un quart d'heure. L'émission était placée au dernier étage de la mairie de Morestel occupée depuis samedi par certains manifestants qui ont assuré la protection du matériel et des opérateurs.

L'émission a dû être interrompue au bout d'un quart d'heure pour raison de sécurité mais on a pu entendre diverses interviews sur ce qui s'était passé ces derniers jours à cet endroit de la mobilisation.

vie politique et sociale

sur Creys-Malville

les services de la préfecture révèle donc qu'un manifestant est mort, et plusieurs dizaines (le nombre précis n'a pu être établi) d'entre eux sont blessés plus ou moins gravement. L'autopsie du corps de Vital Michalon, le manifestant de 31 ans trouvé mort après une charge policière, ne sera pas pratiquée avant aujourd'hui. Elle a été ordonnée par le procureur de Bourgoin.

D'après un habitant du pays qui a descendu Vital jusqu'au centre de secours, il aurait reçu un coup au bas-ventre. Le même témoin a parlé d'un accrochage violent entre Vital et deux ou trois gendarmes mobiles. D'autre part, un jeune manifestant français a eu la main arrachée en voulant ramasser

une grenade, et un autre, de nationalité allemande, a eu le pied déchaussé. Côté forces de répression, trois des cinq blessés auraient été grièvement atteints. Mais, ils auraient été victimes de leur propre panique puisque, d'après le PC des flics, ils se seraient fait sauter des grenades sur eux.

Ceci dit, il s'avère que dix-neuf manifestants ont été arrêtés : onze Allemands, six Français et deux Suisses. L'ensemble de ces manifestants ont été présentés au parquet de Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère, hier matin. Cela a été l'occasion pour 2 à 300 militants antinucléaires de manifester à Bourgoin pour réclamer la libération immédiate de leurs camarades.

Des journalistes « libres »...

La façon dont la presse française, à quelques rares exceptions près, a rendu compte de la manifestation de Creys-Malville fera date (voir notre revue de presse ci-dessous). Rarement on aura vu autant de journalistes « libres » et « indépendants » emboucher, avec un tel ensemble, les trompettes de la propagande électorale rapportant, sans l'ombre d'une critique ou d'un doute, les affirmations délirantes les plus préemptives.

Il serait difficile de discerner, qui, dans le genre, aura remporté la palme d'or de l'intoxication. Signalons quand même les bonnes places tenues par l'*Aurore* et TF1, mais n'oublions pas que leurs confrères n'ont pas été loin de les égaler.

« L'invasion » allemande

Certes, des groupes de manifestants décidés à en découdre, il y en a eu. Qui songerait à le nier ? Si la presse s'était contentée d'en rendre compte il n'y aurait rien à redire. Mais ce n'est pas à cela que l'on a assisté, loin s'en faut. Plusieurs jours avant la manifestation étaient apparus les premières esquisses d'un thème qui ne devait être pleinement affirmé qu'au cours du week-end : la France, et plus particulièrement l'Isère, était une fois de plus envahie par les Allemands. A partir de cette donnée de base toutes les variations étaient permises et furent effectivement faites. On joua tour à tour sur le racisme, les souvenirs historiques, le chauvinisme ou tout simplement l'ignorance.

La même presse qui clame à longueur de colonnes qu'il faut construire l'Europe, la voilà qui vitupère



« les anarchistes qui ne respectent pas les frontières ». Et pas n'importe quels anarchistes, bien sûr, mais les plus terribles d'entre eux, ceux de la bande à Baader, ceux qui n'hésitent pas à tirer, des Allemands. Que les écologistes et les groupes politiques allemands qui se sont affrontés à la police lors de mobilisations antinucléaires dans leur pays n'aient rien à voir avec la bande à Baader, qu'il y avait à Malville, outre des Allemands, des Suisses, des Belges, des Italiens et des ... Français, voilà qui n'empêche pas nos plumitifs d'écrire et de brâmer.

Normaliser la répression

Qu'a-t-on voulu suggérer ? Que la manifestation antinucléaire de Malville constituait une ingérence dans les affaires intérieures françaises ? Que la police pourrait être amenée à employer des armes à feu ? Que les écologistes français étaient en nombre si dérisoire qu'il leur fallait l'appui de l'étranger ? Tout cela à la fois, sans doute, de même que le peu de critiques faites à l'encontre de la riposte gouvernementale témoigne de la volonté de trouver « normal » toute répression antinucléaire.

En mai 1968, quelques hommes politiques et journalistes « libres » avaient cru profitable d'utiliser la fibre xénophobe pour exorciser les manifestations étudiantes. Des milliers de voix leur répondirent en affirmant leur identité de Juifs et d'Allemands. Il se pourrait bien que demain, lors de prochaines mobilisations antinucléaires, des milliers d'écologistes reprennent en écho le cri de leurs aînés.

G.M.

Alger, Joint français, Malville

Jannin, préfet de l'Isère

Tous les manifestants de Malville se souviendront de Jannin, le préfet de l'Isère, qui a orchestré toutes les opérations militaires des cohortes de gendarmes mobiles et de CRS. Depuis plusieurs jours déjà, il s'en était pris par voie de presse, si condescendante à son égard, aux étrangers qui allaient fouler le sol de notre territoire et, plus généralement, aux milliers de personnes qui voulaient se rendre à Malville ! Lors d'une conférence presse, tenue jeudi dernier à Grenoble, il avait annoncé que les manifestants ne pourraient se rendre aux abords du site. Vitupérant, vociférant, on n'entendait que lui depuis quelques jours. Et dimanche, il survolait les affrontements depuis un hélicoptère d'où il dictait ses ordres...

Quand on sait que ce sinistre personnage a fait ses classes en Algérie, on est beaucoup moins étonné des directives de maintien de l'ordre qu'il a prononcées ce week-end. En 1961, il est nommé préfet de police à Alger. Poste qui demande une confiance sans faille sur l'individu qui l'assume. Durant cette période, il se fait particulièrement remarquer par le quadrillage extrêmement serré d'Alger qu'il exerce, et ce, afin de prévenir toute manifestation qu'elle provienne du FLN ou de l'OAS.

Fin 1961, le voilà promu directeur de la Sûreté nationale en Algérie, après avoir

régulièrement assisté à toutes les réunions de renseignements et de sécurité que préside, à l'époque, Jean Morin. De retour d'Algérie, il semble rentrer dans le rang en occupant un rôle somme toute un peu moins reluisant puisqu'il devient préfet de Loir-et-Cher. Mais, on entendra à nouveau parler de lui, en 1972, quand, se trouvant à la tête de la préfecture des Côtes-du-Nord, il reprend la « main » en envoyant les flics contre les grévistes du Joint français, de Big Dutcham, Kaloins et Plemet. Toute sa carrière est jonchée de « faits d'armes » de cette sorte. Ainsi, en 1974, il fait intervenir la police contre des lycéens de Saint-Brieuc, en grève depuis 15 jours.

Récemment promu à la préfecture de l'Isère, il ne bronche pas quand les fascistes de Dupuy de Méry tiennent un meeting, en avril 1975, à Grenoble. Vous pensez, pour lui, pas de problème : la liberté de manifestation est une règle d'or.

René Jannin est le prototype même du boudeur dont l'appareil d'Etat regorge. Directement relié durant le rassemblement de Malville au ministère de l'Intérieur, il fait penser, par ses méthodes et ses réactions, au temps où Marcellin et ses consorts paraissent et se permettaient toutes les atteintes aux libertés les plus élémentaires. Un homme dangereux, sans aucun doute.



LE DIMANCHE NOIR DE CREYS-MALVILLE A TRAVERS LA PRESSE

La presse, qui s'est particulièrement distinguée dans les jours précédents la manifestation, n'est pas en reste (pour une partie d'entre elle) dans les compte-rendus des violents affrontements et l'attribution des responsabilités. « Anarchistes » et « étrangers », deux qualificatifs égaux en infamie sous la plume de journalistes peu scrupuleux qui les utilisent largement pour qualifier les manifestants qui ont recherché les affrontements. « Illuminés » et « idéalistes », les antinucléaires « sincères » qui se sont faits manipulés malgré eux.

« Les haillons de la guerre civile »

Pour l'*Aurore*, pas de problème, les manifestants ont eu ce qu'ils voulaient : « Ils ont leur mort, comme ils le souhaitent, leur martyr dont ils peuvent, joyeux, inscrire le nom sur leurs drapeaux rouges et noirs, hideux haillons de guerre civile à la suite des noms de Gilles Tautin, de Pierre Overney et de Pierre Maître », écrit Dominique Jamet dans l'éditorial ; et le « reportage » sur la manifestation elle-même n'est pas en-deçà : « Ce week-end, c'était surtout la Mecque du gauchisme. Il y avait les marxistes-léninistes de Krivine, l'Organisation communiste des travailleurs, les maoïstes de France, une kyrielle de mini-comités plus ou moins consistants (...). Quelques slogans dominaient le tintamarre : « Cassez Malville ! », « Crever du bourgeois ! », « Giscard, Mitterrand, Marchais, Chirac, tous dans le même sac ! » (...). On a boudé les tracts du PSU. Le meeting en

plein air de la CFDT, pourtant annoncé à grand fracas, n'a guère fait recette. Pas assez saignant pour les festivaliers. » Nul doute, ce journaliste a saisi le style « boucher » mis à l'honneur par le préfet de l'Isère qui déclarait dimanche matin : « Le service d'ordre ne reculera pas d'un millimètre ; s'il le faut, je ferai ouvrir le feu sur les contestataires. »

« Les ruines de la guerre »

André Frossard, dans le *Figaro*, n'a pas eu besoin de plus de trois para-

graphes pour synthétiser le fond (profond) de sa pensée. Il écrit, au sujet des manifestants allemands présents à Malville : « On aurait dû expliquer à ces jeunes gens qu'ils sont toujours les bienvenus chez nous, surtout quand ils viennent obligamment relever les ruines de la dernière guerre, mais qu'on ne compte vraiment pas sur eux pour modifier l'orientation politique française. » (Préoccupation qu'il ne manifeste pas quand Giscard consulte Helmut Schmidt.)

Le *Monde*, s'élevant contre les attaques xénophobes, précise : « A ce qu'on

sache nos voisins d'outre-Rhin n'ont pas eu, ce week-end l'exclusivité de la violence : on a retrouvé à Creys-Malville, comme régulièrement en d'autres occasions, cette frange de marginaux plus ou moins anarchistes, en grande majorité français, pour lesquels peu importe le prétexte, pourvu que l'affrontement soit au rendez-vous. »

Le reportage du *Monde*, après avoir noté l'importance numérique du rassemblement, s'interroge sur la facilité avec laquelle les manifestants avaient pu rejoindre les abords de la zone interdite :

« Membres des CRS et des gendarmes mobiles ne s'y opposèrent pas, se repliant lentement devant les têtes de défilé parmi lesquels marchaient les élus locaux et les membres des comités Malville (...). L'immense majorité des marcheurs condamnait les provocations d'une poignée d'entre eux et la riposte des forces de police, dont les charges et l'emploi intensif de grenades paraissaient hors de proportion avec les agressions dont ils étaient l'objet. »

« Compromettre le mouvement écologiste »

Dans *Libération*, Serge July tire un premier bilan de la politique du pouvoir face à la mobilisation : « A huit mois des législatives, le gouvernement et Giscard d'Estaing ont donc choisi la manière forte. Ils sont appuyés en cela par le PCF et la CGT et, dans une moindre mesure, par une partie de l'establishment PS (...). C'est sans doute pour prendre le taureau de cette contestation par les cornes, pour l'entacher de gauchisme irresponsable, de l'extrémisme et des spectres du complot international que le gouvernement, par l'intermédiaire du préfet de l'Isère, avait donné l'ordre de faire une démonstration répressive à Malville. Objectif : compromettre le mouvement écologiste reconnu depuis les municipales comme une frange inclassable de l'électorat et capable de faire la différence dans scrutins avec les « casseurs » qui tremblent les villes et les campagnes média interposés. »

L'Humanité : « à qui profite le crime ? »

Tout au long de la semaine dernière, le quotidien du Parti communiste français a joint sa voix à la campagne déchaînée de la presse contre le rassemblement antinucléaire du week-end dernier. « Les grandes manœuvres » de Malville, tout comme les courants écologiques, étaient le fait d'une opération de la grande bourgeoisie ; les antinucléaires étaient présentés comme des obscurantistes hurluberlus ; les « anarchistes allemands » n'étaient pas loin...

Si lundi matin, face à l'évidente provocation du pouvoir et la fin dramatique du rassemblement le ton a un peu changé, le fond de la position du quotidien du PCF reste la même. « Mais qui a voulu et cherché l'affrontement extrême et pourquoi ? Sans doute une partie non négligeable des manifestants y était déterminée et avait d'ailleurs amené ce qu'il fallait pas (...). De l'autre côté, la façon dont le dispositif répressif a été engagé ne pouvait que conduire au pire (...). Et le journaliste de « l'Humanité » se plaçant au-dessus de la mêlée fourre tout le monde dans le même sac : « Tout le monde connaît la vieille formule : « Cherchez

à qui le crime profite... » Entonnant la version des faits donnée par le préfet de l'Isère et le ministre de l'Intérieur, le secrétaire fédéral de l'Isère du PCF a déclaré : « Nous condamnons à nouveau les actes de violence de groupes organisés de France et d'autres pays, agissant et se couvrant derrière des mots d'ordre antinucléaires. »

Le PCF a choisi de fermer les yeux sur l'ampleur de la manifestation de Malville (les 50 000 manifestants n'auront pas eu même les honneurs des colonnes de « l'Huma », hier), en bonne logique avec sa campagne de dénonciation et d'isolement de la mobilisation au cours des jours précédents. Il a ainsi largement facilité l'opération répressive du pouvoir qui n'aurait pas pu se dérouler dans les mêmes termes si le PCF — et le PS — avait appelé à manifester. Il a aussi porté un lourd handicap sur les rapports futurs entre le mouvement écologiste et les organisations du mouvement ouvrier.

ON VOUS DIT RIEN ON CACHE TOUT

Camion vide retrouvé

Le camion contenant 17 550 000 F en pièces de 10 F qui avait été enlevé jeudi dernier a été retrouvé au Kremlin-Bicêtre. Vide. Les costauds qui ont effectué le transvasement des centaines de sacs contenant la monnaie sont toujours introuvables.

Le CERES vise Rocard

Le CERES, dans le dernier numéro de sa revue « Repères » critique vertement Michel Rocard pour son intervention au congrès du PS à Nantes. « Repères » estime en substance qu'il est trop simple d'opposer les « productivistes centralisateurs » aux « autogestionnaires décentralisateurs ». D'après Rocard, les premiers seraient le PC et la CGT, et les seconds le PS et la CFDT. En fait, estime le CERES, ces dénominations tranchent tous les partis de la gauche et tous les syndicats.

Le PC en fête à Nice

Ce dernier week-end de juillet, la fédération des Alpes-Maritimes du PCF offrait aux Nîçois sa traditionnelle fête, comme chaque année depuis plus de vingt-cinq ans. Le généreux et honnête maire de Nice, M. Jacques Médecin, s'est empressé de mettre à la disposition des organisateurs le parc public du Château, moyennant 50 000 F symboliques.

Le dimanche donc, panorama habituel des fêtes du PC : la lente procession des visiteurs tourne entre les stands des cellules locales à la recherche d'un camarade à saluer ou d'une merguez à croquer.

Au stand France-URSS, un militant propose des billets de tombola : prix : des voyages en URSS et en Sibérie. Devant la mine inquiète des passants, le militant ajoute, rigolard : « Ne vous en faites pas, on vous paie aussi le voyage de retour. »

Un peu plus loin, au stand des publications de l'agence Novosti, une jeune femme, visiblement au goût du responsable du stand, reçoit un exemplaire gratuit des « discours et citations » de L. Brejnev. Un bien beau cadeau.

En fin d'après-midi, on fait un peu de politique avec Gaston Plissonnier : Après les exhortations d'usage à avoir foi en la victoire du Programme commun, le secrétaire du comité central, devant moins de 1 000 personnes, terminera son discours par un vigoureux plaidoyer en faveur du nucléaire aux couleurs de la France...

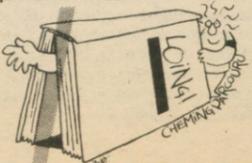
Au même moment, à Malville, un militant mourait sous les grenades des mobiles au pied d'un surrégénérateur « national et indépendant ».

Librairie Rouge : on s'agrandit, on s'embellit

La librairie Rouge, ses livres, ses réductions de 20 %, son accueil chaleureux, a décidé de faire encore mieux en septembre. On agrandit, on repeint, on repense la conception. Un endroit où l'on pourra feuilleter les revues, parcourir les bouquins, passer un moment à discuter.

Les travaux commencent vendredi et la librairie sera fermée jeudi soir.
10, Impasse Guéménée. Paris 75 004. Métro Bastille.

La souscription pour l'édition en fac-similé de la collection de « la Vérité », revue des trotskystes publiée clandestinement pendant la guerre de 1939-1945 se termine fin août. Faites remonter des villes les noms des souscripteurs et les chèques qui vont avec.



La guerre contre les lip continue

Les syndicats parisiens, MM. Labrely et Garnier, auraient commandé à une entreprise de déménagement, pour le mardi 2 août, le transport des machines de l'usine « ex-Lip », à Palente. D'ores et déjà, les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier demandent qu'« en cas de coup de force policier, les responsables syndicaux de toutes les entreprises de la région, les élus municipaux, cantonaux et parlementaires, ainsi que la population, se réunissent devant l'usine de Palente ».

Dans une tribune libre du « Monde » du 2 août, Charles Piaget, délégué CFDT, fait le point sur la situation de l'industrie horlogère française et dénonce la préparation « d'une agression de nature guerrière », et il s'interroge : « Faudra-t-il que le sang coule pour que s'arrête cette escalade ? La tragique expérience de Reims ne suffit-elle pas au gouvernement et au patronat ? »

Les Lip, malgré toutes les tracasseries administratives que leurs réservent le patronat et l'administration, peuvent tenir encore : à Paris, lors de la vente des montres à l'UD CFDT, 20 millions ont été récoltés et puis, à Palente, tout a été prévu pour que les camions de déménagement aient de sérieux problèmes pour accomplir leur sale besogne.

Besançon, de notre correspondant.

Dimanche, la garde est renforcée chez Lip. Tout le week-end, tout le monde est vigilant. Mais à 6 h de l'après-midi, l'information arrive, de source sûre, les camions seront là mardi. Il faut donc s'attendre à une intervention cette nuit ou la nuit suivante. Il faut plus de monde à la garde. Immédiatement, l'alerte est donnée, quelques coups de téléphone, quelques mots dans les boîtes aux lettres et chacun passe la consigne à son voisin.

20 h, les militants commencent à arriver, des Lip et des non-Lip. Alors, c'est pour ce soir ? Bon, ben on reste, tiens, mais je vais à la Rhodia prévenir l'équipe de nuit. Quelques Lip s'affairent dans l'usine à quelques mystérieux préparatifs.

22 h. On est déjà plus de cent vingt, d'autres viendront plus tard, sur la fin de la nuit. Une assemblée générale se réunit rapidement pour faire le point. Des voitures patrouillent dans tous les sens, surveillent les principaux axes... Il faut pouvoir prévenir quelques minutes à l'avance d'une arrivée de la police. Dans l'usine, on établit les postes de garde, les patrouilles.

Ceux qui n'ont rien à faire peuvent dormir... Enfin, jusque vers 4 h, car il est bien connu que c'est à l'aube que les flics ont l'habitude d'intervenir. La nuit s'écoule, certains tentent de trouver le sommeil, assis dans le poste de garde, d'autres vont s'allonger, mais il n'y a pas assez de matelas pour tout le monde, et puis beaucoup sont trop inquiets pour trouver le sommeil. Alors, on sort les chaises sous les arbres, à la lueur d'une grosse lampe qui projette des ombres démesurées, on bavarde, on parle des vacances, de Malville.

« Tiens, si on faisait une soupe à l'oignon ! » Sitôt dit, sitôt fait, on va rallumer les fourneaux du restaurant.

Quelques bouteilles de l'ambiance, une patrouille en voiture passe, tout est calme, mais les esprits sont tendus. Vers 6 h, le jour se lève, ils ne sont pas venus, ce sera sans doute pour demain. La garde de jour arrive, on rentre se débarbouiller, dormir un peu pour ceux qui ne tiennent plus debout ; pour les autres, à 9 h, assemblée générale et le travail habituel dans les commissions. Ce soir, on recommence !



Barricade devant l'usine.

Fos : le bluff

Shell Chimie et Ugine-Kuhlman ont décidé de construire une nouvelle unité de production dans la zone et pour cela d'y investir 3,5 milliards de francs. La presse gouvernementale s'est empressée de dire que cela relancerait Fos et bien sûr, augurait bien de la disparition du chômage. La relance quoi, et l'optimisme !

En fait un document-réponse de la CFDT démontre qu'il faut s'attendre à beaucoup moins : on a parlé de 800 à 1 000 emplois. Or ces chiffres se fondent sur celui de 500 pour un vapo-craqueur, alors que ceux qui fonctionnent actuellement emploient... 230 personnes. Bref, autour de cette opération on a gonflé délibérément pour rassurer. La CFDT des Bouches-du-Rhône dégonfle la baudruche et rappelle que les vrais problèmes, ceux des chômeurs d'ici et d'aujourd'hui, restent, eux, en suspens. De même, aucun contrôle n'est exercé sur les décisions de ces grosses boîtes qui décident en fait de l'avenir de notre région.

Correspondants

ARMÉE

Face aux « accidents » : les commissions d'enquête civile

Même en « temps de paix », l'armée reste une grande dévoreuse d'hommes. Nous avons relevé pas moins de 63 morts entre le 27 février 1976 et le 30 juillet 1977, près d'un décès par semaine ! Mais combien seraient restés secrets sans l'action des comités de soldats, des organi-

sations de soutien civil, etc. ? Combien de « suicides » dans « des conditions inexplicables » se sont révélés être après enquête des accidents dus à la négligence de la hiérarchie militaire en matière de sécurité et d'hygiène ?

Dès que survient un accident dû à des conditions de sécurité insuffisantes, et c'est souvent le cas à l'armée, on voit surgir dans les journaux des comités de soldats l'exigence de la mise en place d'une commission d'enquête civile. « L'armée ne peut être à la fois juge et partie et ce sont les organisations ouvrières et démocratiques qui doivent se saisir de l'enquête afin de lui préserver sa valeur. »

Depuis un an cette exigence se voit de plus en plus souvent concrétisée : une commission d'enquête civile appuyée par un comité national s'est mise en place à la suite de l'avalanche de Taillefer qui entraîna la mort de Bernard Bridet et des autres soldats. Un comité rassemblant la quasi-totalité des forces ouvrières et démocratiques s'est également mis en place à la suite de la mort mystérieuse d'Emmanuel Belkessa à la prison militaire de Landau.

Aujourd'hui, non seulement la hiérarchie ne peut plus garder le silence sur les accidents mais on ne lui fait plus confiance pour en déterminer les causes. A chaque fois les syndicats, la Ligue des droits de

l'homme, le MRAP, le CNSLS, IDS, les organisations ouvrières sont sollicités par les familles des victimes ou les comités de soldats, lors des accidents, sur les conditions d'hygiène, sur les cas de brimades ou de racisme (affaire Berchiche), etc.

C'est le moyen le plus efficace aujourd'hui de soutenir la lutte des soldats. Mais ces

commissions civiles devront pouvoir s'appuyer au niveau national sur un collectif capable de centraliser toutes les informations sur les accidents et autres exactions dont est responsable la hiérarchie militaire, et d'impulser de larges campagnes pour les droits démocratiques, l'hygiène et la sécurité dans les casernes.

Patrick Mars

Conseils à ceux qui partent ...

Au chapitre des « infractions diverses » on trouve notamment :

1. Soldat Dedeat du 27^e RI a sciemment enfreint les règlements militaires en avertissant son commandant d'unité qu'il rentrerait de permission six jours en retard par une lettre discourtoise : 60 jours d'arrêts de rigueur.
2. Soldat Laheute du 30^e Régiment de dragons a refusé de prendre son travail : 60 jours d'arrêts de rigueur et traduction devant le TPFA.
3. Soldats Bussod et Vachey du 26^e RI ont blessé un caporal en le frappant : 60 jours d'arrêts de rigueur et traduction devant le TPFA à chacun d'eux.
- (...) 5. Soldat Faucart du 25^e RA a menacé d'un couteau et d'un tesson de bouteille trois officiers et un sous-officier et les a insultés : 60 jours d'arrêts de rigueur et traduction devant le TPFA (...).

Le relevé des condamnations prononcées par le TPFA de Metz dans son audience du 22 juin 1977 fait apparaître notamment quatre condamnations de quatre à sept mois de prison pour désertion, une condamnation à un an de prison pour insoumission et désertion (Roland Camenzind).

Voilà donc une semaine comme les autres au 1^{er} Corps d'armée. L'armée, c'est, décidément une ambiance inoubliable, et vous, jeunes, qui allez rejoindre dans quelques jours votre casernement, partez le cœur serein, la tête haute et heureux d'offrir un an de vos belles années à l'armée française...



Marseille: 530 nouveaux licenciés

Marseille : de notre rédaction régionale.

Les vacances, pour ceux qui restent, c'est le quotidien qui continue et c'est aussi le rouleau compresseur du chômage qui continue d'avancer.

Ainsi, à Marseille et dans sa région, en l'espace d'une semaine, ce sont 530 nouveaux licenciements que l'on apprend ! Petites entreprises qui font faillite, sociétés qui se restructurent, parfois même dans des petites boîtes où le syndicat n'est pas construit, ce n'est que bien tard, lorsque tout est consommé qu'on le sait.

Les 530 licenciés : l'entreprise Noël et Pellegrini en règlement judiciaire jette à la rue 200 personnes, la SFEDTP a annoncé à la direction départementale du travail son « désir » de licencier 130 travailleurs à Marseille et 120 à Vitrolles, l'entreprise Juramy (récupération de chiffons) en faillite : 32 chômeurs de plus, restructuration chez Chevrier (SECA) : 40 travailleurs et travailleuses à la porte. Et enfin, les huit travailleurs de Polystrat (voir ci-dessous).

Voilà, aucune grosse lutte, aucune entreprise phare, ce n'est pas Fos ni la réparation navale ; c'est l'objet de quelques lignes dans la Marseillaise (journal du PCF) et dans le reste de la presse régionale, rien : le silence, l'indifférence. On préfère y parler des plages, de l'art de bronzer ou de n'importe quoi d'autre. Le chômage, la perte de l'emploi sont passés dans les « mœurs » de la société libérale. En mai 1977, dans le département des Bouches-du-Rhône, ils, elles étaient 60 300 sans-emplois dont 35 % de moins de 25 ans et, parmi eux, 19 % de femmes, 38 % de femmes au total.

Une semaine normale dans le Midi : ils ne sont que 530 de plus sans travail ; en cette saison le gouvernement préfère compter les baigneurs.

Où est le patron ?

Polystrat, toute petite entreprise de plastique industriels ; en tout et pour tout, 8 employés. Jusqu'en mai dernier, la boîte tourne ; mais à la fin du mois, les travailleurs ne sont pas payés. Ils ne le seront pas non plus au mois de juin et le 8 juillet, le patron disparaît en emportant le caisse.

Depuis, les 8 attendent, rien ne se passe : ils ne sont même pas licenciés, ils sont là sans travail, sans salaire, sans rien. La justice, elle, n'a pas encore rien fait : l'union locale CFDT a dû intervenir pour que l'entreprise soit au moins mise en règlement judiciaire afin que les travailleurs touchent le chômage et l'allocation supplémentaire.

Où est le patron ? Mystère, on retrouve les voleurs de vélos, mais les voleurs de salaires, alors là les pistes semblent s'embrouiller, les plus fins limiers se perdent à la recherche de ce qui est quand même un hold-up de quelques millions sur le salaire des travailleurs. Il y a décidément des choses qui nous étonneront toujours !

"IL A SUREMENT
ÉTÉ ENLEVÉ
PAR DES JEUNES
ALLEMANDS DE LA BANDE
A BAADER"



"NOUS A
DÉCLARÉ
LE PRÉFET
SANNI"

La politique internationale de l'eurocommunisme

LES AMBASSADEURS DU PCI AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE

Pajetta à Tripoli, Longo à Moscou, Chiaramonte à Budapest, Jacoviello à Washington, Minucci à Madrid, Segre à Paris : les principaux dirigeants du Parti communiste italien participent ces jours-ci à

une offensive sur le front des relations internationales qui permet de préciser la politique des eurocommunistes en ce domaine.

La politique du « compromis historique » est inséparable pour les dirigeants communistes italiens d'une politique internationale caractérisée par la coexistence pacifique, le développement de la détente et le dépassement des blocs militaires existants. Il ne s'agit plus seulement pour eux de se ranger dans un « camp » (en l'occurrence celui de l'URSS « patrie du socialisme », comme c'était le cas jusqu'ici), mais de renforcer leur lien avec toutes les forces progressistes et révolutionnaires « qui ne se trouvent pas seulement dans le mouvement communiste international », comme ils tiennent à le préciser.

Cette politique internationale est d'autant plus facilitée actuellement qu'elle correspond aux grandes lignes du gouvernement Andreotti en la matière. « Nous partageons les récentes déclarations du ministre des Affaires étrangères, Forlani, sur la politique internationale de l'Italie », déclarait Gian Carlo Pajetta au *Corriere della Sera* de dimanche.

Dans ce sens, le journal du PCI a largement rendu compte du récent voyage de Andreotti aux Etats-Unis. Pour une raison « anecdotique » d'abord : pour la première fois un représentant du PCI a pu se rendre sur la « terre interdite ». Alberto Jacoviello rend compte dans *l'Unità* de l'accueil chaleureux qu'il a reçu dans la capitale américaine : « J'ai été l'objet d'une attention qui n'a pas de précédent ici. Non seulement je n'ai saisi aucun signe d'hostilité mais je me suis senti entouré de courtoisie et d'intérêt. J'ai été présenté à de très nombreuses personnalités. Et toutes — à commencer par le président Carter — m'ont souhaité la bienvenue. » Ensuite, et surtout, parce que l'accueil de Carter au premier gouvernement européen soutenu par un Parti communiste « légitime » en quelque sorte la stratégie du compromis historique aux yeux du PCI. « Au cours de ces trois jours — commente Jacoviello — on n'a pas entendu une seule voix qui invite Andreotti à exclure les communistes de la formulation des programmes de gouvernement. C'est un fait qui marque, dans l'attitude américaine un tournant historique (...). Il est le fruit de la compréhension que sans la présence des communistes aucun programme de redressement de notre économie ne pourrait être imposé et réalisé. » Que Carter ait compris les concessions à faire pour maintenir l'Italie

dans le giron américain lui a par contre échappé.

Sur le plan européen, depuis un certain temps les émissaires du PCI ont fait la tournée des popotes des social-démocraties nordiques (pays scandinaves, Grande-Bretagne, Allemagne) afin d'attirer leur sympathie sur leur expérience et éviter un blocus économique et politique au cas où le PCI entrerait dans le gouvernement. Les liens privilégiés avec le PCF et le PCE vont dans le même sens (ils jouent en plus un rôle particulier dans les rapports avec le mouvement communiste).

Au niveau du « mouvement communiste international », le PCI s'est résolument attribué le rôle de médiateur comme on l'a vu lors de la polémique entre les *Temps Nouveaux* et Santiago Carrillo. En adoptant une certaine équidistance entre PCUS et PCE il a tenu à souligner à chacun les limites à ne pas dépasser : pour les Soviétiques dans les condamnations et attaques de la stratégie des eurocommunistes ; pour les communistes espagnols

dans les distances à prendre face à Moscou. Mais il joue un jeu plus subtil en développant systématiquement les rapports bi-latéraux avec certains PC des Pays de l'Est, comme les PC roumain et hongrois. Ceux-ci y trouvent d'ailleurs un certain souffle qui leur permet de desserrer quelque peu l'étreinte du grand frère soviétique comme ils l'ont montré en prenant position récemment en faveur d'un débat ouvert et fraternel entre les partis communistes condamnant ainsi l'attitude des soviétiques face à Carrillo. Nul doute qu'ils voient également dans l'éventualité de l'entrée du PCI et du PCF au gouvernement des débouchés économiques qui leur permettraient d'alléger leur dépendance face à Moscou. Mais ils ne pourront pas aller trop loin dans cette voie sans ouvrir des brèches dans leur propre domination bureaucratique.

Étroite en Italie, la voie de l'eurocommunisme l'est encore plus au niveau international. Mais le PCI a une ferme vocation d'équilibriste.

Anna Libera

RFA

L'exécution d'un grand banquier

Il a fallu que le président de la Dresdner Bank, Juergen Ponto, périsse de plusieurs balles de gros calibre dans sa somptueuse villa hambourgeoise, pour qu'une nouvelle campagne d'hystérie antigauchiste se déclenche en République fédérale. Il est vrai que Ponto n'était pas n'importe qui : l'un des maîtres du capital financier allemand, autant dire un des gros commanditaires politiques du gouvernement. Et comme l'argent n'a pas d'odeur, il gérait également les intérêts du Shah d'Iran.

Aussitôt après l'exécution, la chasse à l'homme se déclenche. Le gibier : deux femmes et un homme. On a cru reconnaître dans l'une des exécutantes Suzanne Albrecht, la propre filleule du banquier, fille d'un grand avocat de la bourgeoisie et pour le comble, liée à l'extrême gauche. Un frisson d'angoisse indignée parcourra l'échine des notables. Le ministre de l'Intérieur rentre précipitamment de vacances tandis que les spécialistes des services « antiterroristes » de la police se mettent en chasse. Le gouvernement aboie contre un tel « défi à l'Etat libre » et offre cent mille deutsch-marks de récompense. L'association des banquiers, dans un réflexe de haine de classe renchérit de cent nouveaux milliers de deutsch-marks.

C'est donc à 40 millions d'anciens francs que la tête des suspects est mise à prix, le prix d'un grand banquier. La presse n'est pas en reste et demande l'extradition de l'avocat de Baader, Croissant, actuellement en France, mêlant le nom de l'avocat à l'affaire, sur la base de présomptions douteuses.

Nul doute que notre Figaro « national », pour qui « sans liberté d'exploiter, il n'est pas de profit juteux », ne reprenne cette revendication à son compte, lui qui vient de se payer une belle tranche d'antigauchisme cocardier, sur les « terroristes allemands » de Malville.

SANDOZ-REUIL

« Si vous m'autorisez à vous licencier... »

Annoncée depuis plus d'un mois (voir « Rouge » du 7 juillet), la direction de Sandoz-France n'a pas renoncé à faire licencier cent quarante-six personnes au niveau du groupe, bien que les procédures légales n'aient toujours pas été appliquées :

le comité central d'entreprise n'ayant toujours pas voté, l'inspection du travail n'ayant pas officiellement donné sa réponse.

Elle a réussi à convaincre trente salariés d'accepter de partir.

Rueil, de notre correspondant.

Pour cela, l'argent ne manque pas. Six mois de salaire, plus deux mois de préavis non effectués, plus les indemnités prévues, plus la fallacieuse promesse d'obtenir pour chacun l'indemnité de chômage de 90 % pendant un an !

Mais il lui fallait l'accord de l'inspecteur du travail.

Alors, elle innove ! Elle a invité ces trente personnes à lui envoyer chacune une lettre disant si elle « autorisait Sandoz à la licencier » (sic). C'est vrai que sur Rueil, les patrons peuvent compter sur M. Soulet, l'inspecteur du travail. On ne compte plus les services rendus au patronat local pour rentabiliser leurs

entreprises. C'est donc tout naturellement que le brave homme a autorisé Sandoz à effectuer cette première charette de licenciements qui a pris effet le 29 juillet.

La direction de Sandoz demande à chacun d'accepter ce « sacrifice pour assurer le développement de Sandoz-France et le plein emploi » !

Mais face à la détermination cynique de la direction, la riposte syndicale reste très tagement insuffisante. La lettre que la LCR a envoyé à toutes les organisations ouvrières est restée sans réponse à ce jour. Le PC a écrit... à Beullac. En Suisse, seuls nos camarades de la

LMR ont commencé à informer les travailleurs du trust.

La dernière action en date de Sandoz pour la course au profit est l'association Rhône-Poulenc et Sandoz pour créer une multinationale spécialisée dans le génie médical, la SOPAMED-SA, dont le siège sera bien sûr en Suisse, à Fribourg, et qui sous la marque Hosal trusterait tout le marché des reins et des poumons artificiels et les appareillages de dialyse, de respiration, d'anesthésie. Les cent seize licenciés encore prévus ne manqueront pas de souhaiter longue vie au nouvel enfant de Sandoz !

A.F.

ET POURTANT ELLE TOURNE

Micros chez
Harold Wilson

Les services secrets de sa très gracieuse Majesté n'avaient aucune, mais alors aucune, confiance dans l'ancien Premier ministre travailliste, Harold Wilson. Celui-ci s'en est ému au point de révéler que le M15 avait installé des micros dans sa résidence ministérielle. On soupçonnait l'existence d'une cellule communiste au sein du gouvernement dont Harold Wilson et sa secrétaire auraient été membres. Et comme un clou enfonce l'autre, les sujets de Sa Majesté, non moins gracieux qu'elle, viennent d'avoir une nouvelle raison de se montrer profondément choqués. Une enquête a, en effet, été ouverte sur le fait que des pièces de rechange telles que roulements à bille et autres composants mécaniques, équipant des véhicules de l'armée étaient achetés aux Soviétiques. De là à suspecter une infiltration communiste à l'état-major...

Afrique du Sud : toujours les chiens

Chaque jour amène sa moisson de victimes : tués, blessés graves, emprisonnés. Chaque jour, avec une régularité qui n'étonne plus. Les dépêches font les brèves des journaux en mal de bouche-trous. Visage hideux de l'apartheid.

Hier, une nouvelle fois, la police a lâché ses chiens et tiré à la chevroline contre de jeunes manifestants. Banal ! Pendant ce temps, les étudiants poursuivent leur boycott total des cours pour exiger l'abolition du système d'éducation bantoue. Irréductibles, quelles qu'en soient les conséquences qu'ils vivent dans leur chair. Et au même moment, une réunion des principaux chefs de la police de Soweto se tenait avec à son ordre du jour l'étude de nouvelles tactiques « anti-émeutes ». Tout cela étant d'une déconcertante logique, presque susceptible d'apprivoiser notre colère.

La « cagoule » brésilienne

Six personnes ont été assassinées, dimanche, par les nervis de « l'Escadron de la mort », dans la banlieue de Rio de Janeiro, portant à 38 le nombre des assassinats commis par cette organisation au mois de juillet. Après une trêve relative de deux ans, cette « cagoule » brésilienne a repris ses activités, portant depuis le début de l'année le nombre de ses victimes à 500. Toujours impuni car bénéficiant de nombreuses complicités officielles au plus haut niveau, « l'escadron » composé en grande partie de policiers qui font ainsi des heures supplémentaires, sous prétexte d'intervenir contre le banditisme, installe la terreur dans les banlieues populaires des grandes villes.

L'emploi des jeunes : de l'électorisme affirme la CGT

Pour la CGT, l'opération du gouvernement en ce qui concerne l'emploi des jeunes est une opération cache-misère. Elle permet au patronat de se débarrasser sans contrainte d'une main-d'œuvre juvénile quasi gratuite, embauchée le temps d'une campagne électorale. La CGT remarque après une enquête précise que la majorité des emplois proposés aux jeunes sont en fait des embauches provisoires, dont la fin est le plus souvent située autour de mai-juin 1978.

De plus, la CGT s'élève contre l'embauche de 20 000 vacataires dans les services publics à un taux inférieur à celui pratiqué antérieurement. Pour l'essentiel, poursuit la CGT, les mesures annoncées par le gouvernement équivalent à l'organisation d'une rotation de chômeurs entre les plus jeunes et les moins jeunes.



C'EST ARRIVE PAR LA POSTE

Comprendre la crise

Il y a un truc qui me chiffonne. Il semble y avoir une crise au sein de la LCR. « Rouge » publie des lettres qui reflètent cette crise, ou alors des appels pour l'école de formation où personne ne se rend. Ça a le mérite d'être honnête : quand ça va pas, on le montre.

Pourtant, je ne crois pas que ce soit la meilleure méthode. Pour plusieurs raisons :

— d'abord, on a l'impression que c'est se donner bonne conscience que de publier des lettres de lecteurs mécontents. De plus, on se demande à quoi ça sert d'écrire : le journal ne s'améliore pas ;

— l'autre impression, c'est qu'en étalant tous les jours les lettres les plus diverses, vous pensez sans doute à « stimuler » les lecteurs, à faire en sorte qu'ils se ressaisissent. Je trouve cette méthode lamentable. Elle vise essentiellement à jouer sur les cordes sensibles des lecteurs. (...)

A mon avis, il serait dix fois, plus important et dix fois plus constructif d'essayer de nous faire comprendre cette crise. Mais pas de manière descriptive. Il nous faut trouver les moyens de résoudre la crise. Comprendre veut dire commencer à résoudre. C'est sûrement plus dynamique que de se lamenter sans cesse sur le sort de la LCR. (...)

Non seulement il faut comprendre la crise mais il faut la penser collectivement pour commencer à apporter des éléments de réponse collectifs. Et non pas procéder par touches « impressionnistes » de lettres de lecteurs.

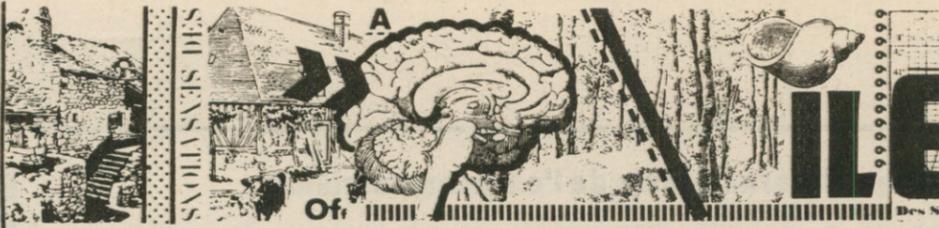
BD merdique

« J'hésitais à vous en parler, car il s'agit d'une critique personnalisée. Mais puisque vous y invitez les lecteurs... allons-y : Dans ma dernière lettre (un canard boiteux), je suggérais une BD quotidienne, donc je devais être content... Hélas non, car je trouve celle-ci merdique et sans intérêt. Le graphisme est médiocre et le texte chiant. Elle ne m'a pas divertie d'une façon où d'une autre. Ce qui n'est pas le cas de celles du Matin de Paris.

« Ce qu'il faut pour la rentrée, c'est une BD quotidienne, avec un (ou des) personnage(s) avec tel(s)quell(s) les lecteurs se familiarisent.

« Autre chose encore : un grand bravo pour la façon dont a été couvert le Tour de France. Vous avez pris le taureau par les cornes, vous avez osé : Continuez ! C'est la première fois depuis l'origine des courses cyclistes que l'une d'elles est couverte par un journal trotskyste : C'est une grande première ! Notre presse sort enfin de sa longue convalescence consécutive à la déshydratante traversée du désert !

« A l'entrée de Montreuil vous devriez placarder ce dicton populaire : « C'est les petits ruisseaux qui font les grandes rivières ». Sal. rév. J.M.



Le frère Bobet, thalasso-thérapie, tourisme de luxe

L'AN PROCHAIN EVITEZ CARNAC

Carnac (Morbihan), connu par les amateurs de guide Michelin pour ses alignements de menhirs (pierres plantées debout), station balnéaire pour friqués, va s'enrichir l'été prochain d'un super-complexe, comme on en fait beaucoup par les temps qui courent.

Depuis Napoléon le petit, trente-sept hectares de salines existent à Carnac. Leur exploitation s'est arrêtée en 1961. Les paludiers travaillaient pour le compte d'une société propriétaire et leur sort valait celui des ouvriers agricoles : travail pénible durant les mois de grande chaleur. Il faut du soleil pour que l'eau s'évapore et que le sel dépose.

Mais ces terrains, innocupés, bien placés, ont suscité des convoitises.

Des constructions bétonnées, genre le plus haut possible, avec un maximum d'appartements, les pieds dans l'eau, avaient été envisagées. La malédiction n'est pas tombée, une solution harmonieuse a été trouvée : un centre de cures marines (pour les cultivés et les admirateurs de Louison Bobet, cela s'appelle de la thalasso-thérapie) va s'ouvrir au milieu des salines. Pour les admirateurs de Louison Bobet, ai-je dit, c'est que son frère et lui sont des spécialistes. Ils ont inventé celui de Quiberon.

A Carnac, le directeur sera Jean Bobet, moins occupé que son frère qui semble un peu pris ces derniers temps par le comité central du RPR et sa participation aux intrigues de Chirac à l'arrivée du Tour de France. Il voulait être le premier à serrer la pogne de « Nanard » Thévenet.

Le promoteur acquéreur



L'exposition « Cafés, bistrot et Compagnie » dont nous avons déjà dit pas mal dans « Rouge » n° 407, pourra être vue non seulement par les parisiens et les touristes qui visitent le Centre Pompidou, mais aussi par ceux qui se trouvent à la Rochelle ou dans les alentours.

En effet, la même exposition, avant de tourner en France et à l'étranger, est présentée à la Maison Municipale des jeunes, 10 bis rue Amelot, 17 000 La Rochelle (tel. (46) 41.45.62), jusqu'au 31 août, tous les après-midi (sauf dimanche et lundi).

Service compris

Un camarade latino-américain avec des enfants cherche un appartement de 3 pièces à Paris. Demander André au journal.

des trente-sept hectares est un certain Pierre Le Baud, de Vannes. Le projet « équipement, santé » ayant l'air conforme aux plans d'équipement, les travaux vont démarrer dare-dare le 1^{er} septembre. L'ambitieux objectif est d'être prêt le 15 juin 1978, jour où les gogos commencent à arriver.

Les rhumatismeux du XVI^e pourront venir se tremper les doigts de pied. Un hôtel Novotel, 112^e du nom, une piscine de vingt-cinq mètres, vingt-deux hectares de plan d'eau sont les fleurons de ce nouvel équipement pour curistes argentés. On ne touchera pas à l'île. Les fêtes annuelles qui s'y déroulent habituellement gardent leur droit de cité. Et on gardera des traces de la « France profonde » : les greniers à sel et l'ancienne ferme seront conservés. C'est quand même plus humain. Et quand on paie, on n'aime pas trop être traité comme du vulgaire bétail d'hôpital, où l'on paie aussi d'ailleurs. Ces cu-

res de luxe ont l'air d'être un bon fromage. Nombreux sont les bourgeois qui ne se sentent pas très bien dans leur corps et ont les moyens de s'offrir des bains d'algues et des douches d'eau salée qui régénèrent leur viande. C'est aussi une annexion de plus d'une partie de la côte, transformée, sous prétexte de pseudo besoins de santé, en palace où il ne sera pas de bon ton que nous mettions les pieds. A moins d'être capables de supporter les regards vitreux de poissons pas frais de la clientèle de ce genre d'endroit.

A quelques dizaines de kilomètres à l'est, le baron Guichard a des projets aussi grandioses pour la station dont il est le maire et qui est déjà imbuvable : La Baule. Là aussi, il y a des gens qui ne voient pas ça de la même façon et qui protestent (voir l'encadré).

Evitez Carnac l'année prochaine.

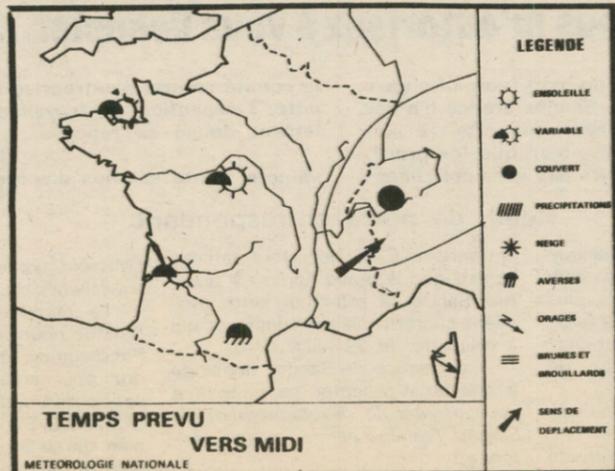
Marin-pêcheur et D.F.

Guichard, fossoyeur de la presqu'île

La Baule. Paysage insolite, samedi 23 juillet. 200 personnes manifestent : « La Baule, sa plage, son chômage — Guichard fossoyeur de la presqu'île — La Baule, son fric et ses flics-valets l'été, chômeurs l'hiver. »

On vous donne la liste des mots d'ordre, ça peut donner des idées. Sur la sellette : le dépeçage de la presqu'île Guérandaise (cf. « Rouge » du samedi 23 juillet). La rocade de La

Baule va détruire le tiers des marais salants. L'usine Thiriet-Cattin est liquidée et avec elle l'emploi de 144 personnes. La promotion vole la terre aux paysans. Autant de bonnes raisons de manifester, même un 23 juillet. La presqu'île Guérandaise est considérée comme un « gisement » touristique. Et un gisement, cela s'exploite. Le baron Guichard, expert gaulliste en aménagement du territoire, s'en charge.



BULLETIN PAROISSIAL DE TRÉVENEUC

Une jolie jeune fille...

« Ceci se passait à Londres, au mois de juin, devant une usine frappée par la grève. Les grévistes voulaient empêcher d'entrer un bus chargé d'ouvriers non syndiqués qui, eux, voulaient continuer leur travail.

« La police est appelée, une foule de curieux accourt. L'atmosphère s'échauffe de plus en plus, on hurle de-ci, de-là des ordres ou des insultes, les casques volent en l'air, s'entrechoquant avec des bouteilles de lait que les grévistes utilisent comme projectiles (le ravitaillement en munitions de ce genre est aisé, il y en a devant toutes les portes). Voilà que l'un des policiers, qui s'est fait voler son casque, reçoit un coup de bouteille qui l'assomme, il roule inconscient sur la chaussée. C'est alors qu'une très jolie jeune fille, qui jusque là regardait la scène avec des yeux de velours, s'anime soudain ; d'une voix suraiguë, elle excite les deux hommes qui continuent de frapper le policier : « Samsh his brains out ! » (fracassez-lui le crâne).

« Horrible ! L'ange de beauté n'était donc qu'un démon que tout alentour on regardait maintenant avec une stupeur muette.

« J'écris ces lignes en pensant à tous les jeunes qui doivent se marier et pour lesquels l'attrait physique peut parfois jouer le rôle d'un appât trompeur. Qu'ils se souviennent qu'il ne faut pas « s'emballer ». La beauté physique est peu de chose auprès des qualités d'esprit et surtout de cœur. »

Ce curé-là aurait mieux fait de se branler de deux mains. Il aurait épargné à ses ouailles cette prose anti-coco manifestement inspirée par sa frustration :

milliers dans la « France profonde », composant leurs petits bulletins paroissiaux ou sont racontées des histoires édiifiantes comme « une jolie jeune fille... ». Ce bulletin-là est une perle. Il commence par un feuilletton (à suivre) sur Fatima et on y trouve une nouvelle d'importance : « Nous avons appris avec plaisir que Gilbert Le Barou vient d'être nommé inspecteur de police au Mans, lors de sa sortie de l'école de police de Paris. A cette occasion, nous lui offrons nos plus chaleureuses félicitations ». Illustration concrète, comme on dit de l'alliance du sabre et du goupillon.

D.F.

LE PRÉFET JANIN NOUS DÉCLARE :



COMMUNIQUE

ALGERIE-POETE-PRISON

La police du régime de Boumedienne vient de sévir une fois encore en arrêtant le poète Boureboun Fateh et d'autres camarades pour délit d'opinion.

contre-révolutionnaires et de traîtres à la patrie.

Le régime fasciste qui se complait à prendre un masque progressiste, est passé maître en démagogie et en répression multiforme. Il a fait de l'Algérie un camp de concentration quadrillé par des légions d'indicateurs. La délation est encouragée, les idéaux révolutionnaires bafoués, les contestataires taxés de contre-révolutionnaires et d'agents de l'impérialisme.

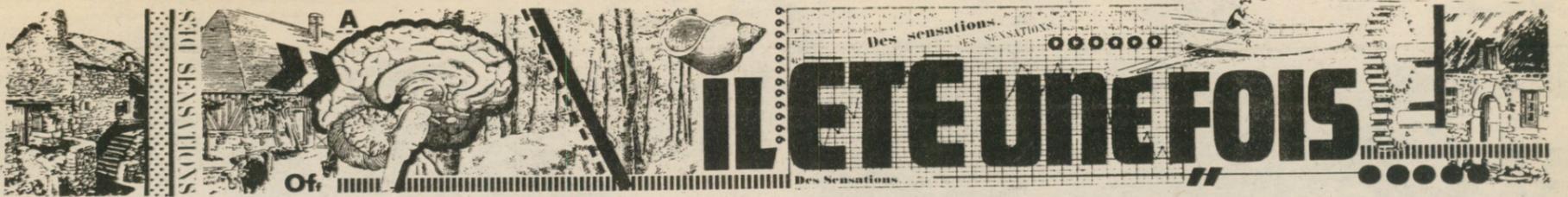
Les étudiants de l'université d'Alger étaient en grève pour protester contre les méthodes pédagogiques, les mesures de blocage, les problèmes bureaucratiques et l'insuffisance des moyens matériels mis à leur disposition. Toutes les démarches ayant avorté, et tout autre moyen d'expression étant impossible, un tract intitulé « la Phalène » fut distribué pour dénoncer ces carences. Prévenu par des étudiants embrigadés par le parti FLN, la police arrêta tous ceux qui furent mêlés à cette tentative de protestation. Une campagne orchestrée par des étudiants fidèles au régime de Boumedienne accusa les contestataires de

Notre camarade Boureboun Fateh, auteur de « la Phalène », attend d'être condamné par la Cour spéciale de Médéa pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Nous sommes solidaires de son action courageuse.

La lutte continuera jusqu'à l'établissement de la justice sociale et la fin du règne de l'arbitraire.

Le comité de soutien à Boureboun Fateh



Ouvrez les yeux Ouvrez la télé

Rien de bien excitant cette semaine à la télé... à part les films. On peut regarder avec plus ou moins d'intérêt :

- **Tous les jours** (sauf jeudi 4 août), à 15 h sur A 2 : *le Monde en guerre*, document anglais sur la Deuxième guerre mondiale, bien fait.
- **Jeudi 4 août**, à 22 h, sur A 2, *Autocritiques* 68-75 (deuxième volet), de M.-C. Scaeffler.
- **Vendredi 5 août**, à 20 h 30, sur FR 3, *l'Inné et l'acquis* : le territoire. A 21 h 30, sur FR 3, *Quelques Afriques* : le Tchad.
- **Samedi 6 août**, à 21 h 30, sur FR 3, *le Choc des cultures*.

Les films

- **Mardi 2 août** : 20 h 30, sur FR 3 : *le Convoi sauvage*, R. Sarafian, 1971.
- **Mercredi 3 août** : 20 h 30, sur FR 3 : *le Jeune Cassidy*, J. Ford et J. Cardiff, 1965.
- **Jeudi 4 août** : 20 h 30, sur A 2, *Charlie et ses deux nénettes*, J. Séria, 1973. 20 h 30, sur FR 3, *le Soldat Laforêt*, G. Cavagnac, 1971.

Au tableau d'horreur

Si vous aimez Jack London, ne regardez pas *l'Appel de l'or* (jeudi, à 20 h 30, sur TF 1). Une lourde machine germano-roumano-française s'est évertuée à reconstituer la ruée vers l'or dans les Carpathes. C'est du vampirisme pas du cinéma !

Programme mardi 2 août



- 12.30 **Le francophonisme**
- 13.00 **Journal**
- 13.45 **Peter Voss, le voleur de millions**
- 14.35 **Tennis : Coupe de Galéa**
- 17.55 **Pour les jeunes**
- 18.15 **Le grand saut périlleux**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.45 **Candide caméra**
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Au-delà de l'horizon**
Emission d'Alain Bombard, ce soir sur La Pérouse, navigateur aux ordres de Louis XVI, disparu en Océanie, qui eut la chance de découvrir des tas d'îles fort belles, avant qu'elles soient investies par l'industrie des vacances de luxe.
- 21.25 **Découvertes**
Celles-ci, on n'est pas allé les chercher loin : variétés.
- 22.25 **Les grandes expositions**
Ramsés le grand
Nouvelle série consacrée aux expositions des musées nationaux de Paris. Pour amateurs d'archéologie.
- 22.55 **Journal**



- 15.00 **Le monde en guerre**
Seule Britannia se défend, seule (pour l'instant).
- 15.55 **Aujourd'hui madame**
- 16.45 **L'homme à la valise**
- 17.35 **Le monde enchanté d'Isabelle**
- 18.00 **Vacances animées**
- 18.45 **Flash d'information**
- 18.55 **Des chiffres et des lettres**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.45 **En ce temps-là, la joie de vivre : Serge Lifar**
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Les dossiers de l'écran**
Darwin
Film anglais biographique de Jack Couffer (1972). Inédit. Débat : d'où vient l'homme ? Participent plusieurs scientifiques, un chanoine anglais et Edgar Marin, sociologue.



- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Pour la jeunesse**
- 20.00 **Les jeux de vingt heures**
- 20.30 **Le Convoi sauvage**
Film américain de Richard C. Sarafian (1971). Un western hors des sentiers battus, un peu comme un *Homme nommé cheval*, avec le même acteur, Richard Harris, et cette fois-ci, en prime, John Huston dans le deuxième rôle.
- 22.10 **Journal**

MIMES ET CLOWNS

Le théâtre
de geste
nous fait
un signe

XXXle festival d'Avignon



Peter Wyssbrod dans « le Grand Départ ». (D.K.)

XXI^e festival d'Avignon, les mimes et les clowns tiennent une grande place. Cela parce qu'ils sont devenus durant ces dernières années une composante à part entière du spectacle. Ce qui autrefois se limitait à des exercices de style, des démonstrations techniques ou esthétiques semble être aujourd'hui dépassé. On redécouvre le mime et la clownerie, mais cette fois enrichis d'une signification sociale. Nous présentons dans ce cadre les deux spectacles suivants.

Rien d'étonnant avec Sol de et par Marc Favreau

Marc Favreau est un Canadien français qui, ayant commencé dans le théâtre, se retrouve aujourd'hui clown. Mais un clown bien particulier. Son spectacle n'est pas fixé à quelques numéros « comiques » avec un bon dosage d'acrobatie, de musique et de prestidigitation. Non. Son spectacle est une suite désordonnée, mais qui s'enchaîne de manière logique, de réflexions profondes sur tous les sujets qui tiennent aux hommes.

Son spectacle est un spectacle « d'ego-excentrique », une sorte de délire verbal plein de vérités. Le langage de Sol est très original lui aussi. C'est une composition de jeux de mots et de mots composés de sa fabrication, qui forme une véritable langue. Comme exemple, les titres des différentes parties de son spectacle sont révélateurs : le crépuscule des vieux ; le gagnepetit pain ; l'odieux visuel ou le photographe ; le fier monde

ou la grande déception mondaine. On ne peut pas expliquer en détail ce que sont ces numéros, mais leurs titres sont significatifs en eux-mêmes. Toutes ces parties de spectacle s'assemblent, s'entrechoquent et nous font baver de rire. Rire ! Oui, mais pas sexuellement.

Ce spectacle politique n'est pas crétin pour autant, c'est-à-dire qu'il nous fait rire mais qu'en même temps, il pose les vraies questions sur notre comportement d'humain.

Les Ballets de la Cité à Avignon

Du 1^{er} au 7 août, les Ballets de la Cité présentent « Voyage sur le chemin d'un poème ».

A 22 h, chez Catherine et Georges Golovine, 1 bis, rue Sainte-Catherine (derrière le Palais des Papes), à Avignon. Prix : 16 F et 10 F.

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement

(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :
Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi) :
Période : 15 jours 1 mois 2 mois
France 30 F 55 F 80 F
Etranger 60 F 90 F 135 F

Le grand départ de et par Peter Wyssbrod

Lorsque l'on voit Peter Wyssbrod dans *le Grand Départ*, ce n'est ni un mime, dans son sens le plus large, ni un clown traditionnel auquel on songe, mais à ces deux modes d'expression réunis. En effet, Wyssbrod possède en lui un côté clownesque avec tout ce qu'il y a d'absurde, de tragique et de drôle ainsi que cette faculté de communiquer gestuellement et simplement.

Le spectacle, c'est un « peccaud » qui attend sur le quai d'une gare. Il attend... attend toujours, attente interminable tournée vers l'espoir du train. Et nous sourions face à ses maladroites bêtement et tendrement humaines. Peter Wyssbrod rappelle le clown. Il réussit à donner à son personnage, un petit homme chargé

de valises et démuné face au temps, une dimension universelle révélant la condition humaine. Ce petit homme attend un train qui n'arrivera jamais. Cette attente est éclairée parfois par des joies subites, et l'humour souvent l'emporte, mais elle est hantée constamment par le tragique.

« L'action — mais le grand départ en est complètement dépourvu — tient dans l'intention philosophique de son auteur : l'incapacité congénitale de l'homme qui ne peut s'évader de son univers conventionnel auquel le tiennent liés ses habitudes et les objets qui lui sont attachés. Avec six valises, on ne saute pas dans le premier train en marche... »

Arthur Brosso
et Hugo Pascanet

SOUSCRIPTION

Ancien total 586 685,44
Nouvel avoir 5 617,85
Nouveau total 592 303,29

Militant CFTD PSU RATP	100,00
Groupe taupe Fonction publique Rennes	101,00
Militant LCR Rennes	30,00
Militant LCR Rennes	50,00
NMPP Rennes	69,00
Travailleur CHI Créteil 94	240,00
Travailleur CT Créteil 94	780,00
Bidasse Créteil	10,00
CR Créteil	290,00
Un militant du PCF Fougères	10,00
Un gars de l'hôtellerie Fougères	10,00
Militants, sympathisants Fougères	180,00
Puces Rouge XIII ^e	80,00
Cellule SNCF Paris Sud-Ouest	20,00
D. A. Montluçon	200,00
P. R. Paris VI ^e	200,00
Couple d'étudiants en droit Le Mans	40,00
R. L. G. Pluvigner	200,00
S. D. Paris XII ^e	100,00
G. J. Paris XII ^e	50,00
H. J. C. L. Sable	120,00
Cellule Forbach	475,00
Enseignant Dabau	100,00
J.-Y. L. Pau	170,00
Ancien militant Thiais	200,00
Ex-militante Rennes jusqu'à la prochaine fois	50,00
D. A. Militant SGEN-CFTD, Nice	50,00
C. P. Militant SNI ex-LCR, pour que Rouge continue	400,00
Ville de Vernon	200,00
Un lecteur suisse	400,00
Instituteur, la Seyne	367,85
J. D. Chevreuse	50,00
T. J. Paris VI ^e , ex-LCR, ex-PCF	50,00
A. J.-V. Marseille	50,00
V. C. Marseille	150,00
R. G. Paris VI ^e	25,00

● Chèques à l'ordre de SPN et à l'adresse du journal



«On en est à un point relativement critique du mouvement écologique»

Interview d'Yves Lenoir, membre des «Amis de la terre»

L'interview d'Yves Lenoir, membre des Amis de la Terre, que nous publions aujourd'hui est antérieure aux événements qui se sont déroulés à Malville. C'est pourquoi, il n'est pas fait mention du rassemblement de ce week-end. Pourtant, Yves Lenoir abordait déjà l'état du mouvement écologiste qu'il considérait comme «critique». Compte-tenu de l'issue du rassemblement de Creys-Malville, le débat sur les perspectives de lutte et d'organisation du mouvement écologique va rebondir. Yves Lenoir apporte un point de vue qui ne représente pas forcément les analyses des Amis de la Terre. Il est urgent et vital que le débat s'engage rapidement.

● **Peux-tu résumer quelques éléments qui permettent de dire que la politique nucléaire est une impasse ?**

— Je pense qu'elle ne répond pas à un besoin social réel. Actuellement, la politique d'EDF est en difficulté sur le plan commercial. Tous les rapports internes montrent que la percée d'EDF dans l'industrie se fait très mal.

Aussi, l'effort principal d'EDF est-il en direction des usagers où la situation évolue favorablement pour elle. Je pense qu'EDF cherche à créer un besoin afin de devenir «une providence».

L'électricité pour chauffer, c'est, comme disait Lowins, une scie pour couper le beurre.

● **A ton avis, pourquoi est-ce venu à maturité maintenant ?**

— Il a la volonté de montrer qu'on a franchi un point de non-retour. Pour les technocrates, c'est très important, il faut toujours donner l'impression qu'on a passé le point de non-retour pour que le «politique» se plie systématiquement à leurs décisions. La SERENA, c'est un milliard par an tout au plus. C'est négligeable sur le plan commercial. C'est la mise en place d'un système indépendant de toute conjoncture économique ou commerciale. C'est la mise en place d'un système pour un système et pour la puissance qu'il pourra conférer.

Au congrès de Washington de novembre 1976, l'exposé de Giraud aboutissait à la nécessité d'un système totalement nucléaire, totalement surrégénérateurs pour le mon-

de entier. Il disait en conclusion que beaucoup de gens qui savaient maîtriser l'atome devaient imposer le système nucléaire au monde entier.

● **Pourtant, d'ordinaire, à ma connaissance, l'énergie nucléaire est plutôt définie comme une énergie de transition...**

— C'est là un raisonnement propre à EDF : EDF cherche à imposer l'énergie nucléaire et se développe en fonction de ce but : elle a commencé à promouvoir cet objectif en s'appuyant sur le pétrole à bas prix et aujourd'hui sur le nucléaire. Chez eux, il y a continuité parfaite entre les deux.

Par contre, la volonté des technocrates du nucléaire d'imposer leur système au monde entier devient de plus en plus explicite. Un rôle important est joué dans ce cadre par l'IASA (Institut international pour l'analyse des sciences appliquées) de Laxembourg en Autriche, mis en place par Johnson et Brejnev, en 1965, et qui groupe environ une soixantaine de mathématiciens et physiciens. Ils se sont donnés pour but de modéliser l'avenir énergétique de la planète. La lecture de leurs textes est effarante. La terre est considérée comme un système thermodynamique qui doit produire de l'énergie. A mon avis, c'est un système idéologique très puissant ; ils font un travail de fond sur le plan idéologique auprès des gouvernements avec des bases de calculs parfaitement arbitraires. Le directeur est l'ancien directeur du centre de recherche nucléaire de Karlsruhe : c'est lui qui a mis en place toute la machine du surrégénérateur en RFA.

● **Peux-tu préciser ce que tu as commencé à dire sur le gaspillage et sur le fait**

«Le nucléaire, dans l'optique actuelle, c'est continuer ce qu'on faisait avec le pétrole»

Maintenant, il travaille au niveau mondial car il a mis en place tout un réseau très sûr en Allemagne.

● **Où se situe la jonction des intérêts de ces technocrates et d'intérêts économiques assez puissants pour supporter la mise en place de ce système ?**

— Ce sont bien sûr des intérêts privés qui mettent en œuvre la technocratie acquise par le centre de recherche. C'est vrai en Allemagne où les centres d'énergie nucléaire travaillent en fait pour Interatom/Siemens/KWU, cet espèce d'immense trust du nucléaire. En France aussi, avec la privatisation du CEA. Mais, je crois que ce ne sont là que les moyens. La motivation de gens comme Giraud, c'est moins le profit que la puissance pour la puissance.

● **N'est-ce pas un certain type de structuration des forces productives qui a imposé le choix du nucléaire ?**

— Oui, c'est un choix conservateur dans le sens où on a cherché à perpétuer un certain système de production.

Le nucléaire, dans l'optique actuelle, c'est continuer ce qu'on faisait avec le pétrole : les gaspillages, les doubles emplois. Si on a pu en treize ans quintupler la consommation de pétrole, on doit pouvoir la maintenir en quinze ans sans pour autant diminuer la production. Et je me place là dans une optique conservatrice.

● **Peux-tu préciser ce que tu as commencé à dire sur le gaspillage et sur le fait**

qu'on a en quelque sorte une machine autoconservatrice qui se développe.

— Oui, par exemple, si on est honnête, on doit reconnaître que l'automobile est aujourd'hui un outil social. Il y a réellement là, une structure de la société qui induit un gaspillage. On doit reconnaître que changer cet état de choses sera très long. On peut transitoirement commencer à faire stagner la consommation de combustible en cassant le processus des villes nouvelles, donc en brisant la spéculation immobilière, en construisant des voitures qui consomment moins.

● **Nous pensons qu'une automation généralisée permettrait de réduire massivement le temps de travail et de dégager du temps libre.**

— A mes yeux, si un pays pouvait le faire, ce serait en exploitant le reste du monde. Le monde entier ne peut pas produire de cette façon. Je ne sais d'ailleurs pas si ce serait utile à l'épanouissement des hommes que d'être devant des machines à surveiller si elles marchent bien...

● **Mais il y a peu de problèmes de surveillance...**

— L'automation induit des contrôles extrêmement lourds. Le développement du tertiaire en est la preuve. En outre, les machines absorbent bien davantage de matières premières et d'énergie. On peut comparer le travail de la forge (qui déforme le métal) avec celui de la fraise automatique (qui le découpe dans un bloc).

● **Oui, mais du côté de la forge, il y a de la force de travail et de la sueur...**

— Un forgeron qui sait travailler et qui travaillerait à son rythme, pour des besoins réels, s'épanouirait dans son travail.

● **Comment envisages-tu une transformation de la société actuelle ?**

— Il y a la nécessité d'une prise de conscience populaire sociale qui rompe avec cette mentalité d'usager en tout qui caractérise notre société. Cela n'est encore le fait que de franges sociales minoritaires. Mais on peut imaginer un ensemble de procédures légales qui puissent imposer, par exemple, aux industriels, de donner des informations permettant aux gens de maîtriser les outils qu'ils achètent.

● **La question des médiations politiques de ce que tu dis n'apparaît pas. Ainsi, à nos yeux, les partis politiques de l'Union de la gauche s'apprêtent à gérer l'Etat. C'est à ce niveau de préoccupation — celui des médiations politiques — que se situe une organisation comme la nôtre.**

— Il faut étudier le développement historique de l'Etat depuis trois siècles. L'Etat est vraiment entré dans la tête des gens. En ce qui concerne la gauche, je suis d'accord : on peut être très sceptique. Ainsi, il y a le fameux mythe des nationalisations qui renforce encore le contrôle de l'Etat.

Je ne pense pas que les écologistes aient à jouer le rôle de balance entre la droite et la gauche. Ils ont à jouer un jeu propre et avec une vocation majoritaire. L'écologie ne se définit pas comme un système ou comme une expérience. Son but n'est pas la planification d'un système de production. Son but n'est pas de produire, mais de satisfaire des besoins dont beaucoup se situent hors du domaine de la production. Si je dis que nous avons vocation majoritaire, c'est parce que dans la culture politique

française, les élections sont un moyen privilégié, même si elle est aussi une illusion.

A mes yeux — mais je le dis avec précaution car mon analyse est peut-être complètement fautive — l'actuel tassement des manifestations sur les sites comme à Nogent et surtout à Gravelines et Paluel, vient de ce que ce type d'action en tant que tel est reconnu comme inefficace.

Par contre, il y a une évolution favorable à un courant électoraliste. Ce courant, bien sûr, peut les englober et les réduire au rôle de vulgaires managers de leurs pourcentages de voix. Mais ce courant existe et peut aider à débloquent le militantisme écologique et attirer de nouveaux militants. On en est à un point relativement critique du mouvement écologique.

● **Mais il y a un danger grave : celui de laisser croire qu'en élisant des écologistes au niveau d'une commune, d'une région, d'un Parlement, on va finalement, au niveau des institutions, passer sur l'évolution du système, alors que toutes ces institutions sont conçues pour assurer le pouvoir d'une classe sociale. Oui, le mouvement écologiste arrive à un point singulier. Mais il ne faudrait pas un retour en arrière, la progression doit se situer dans un approfondissement de la critique politique du système.**

— Il est certain qu'on ne doit pas arriver aux élections sans approfondir la critique politique du système. Il faut essayer de distinguer Etat et gouvernement. Ainsi, Allende au Chili a essayé de réaliser une sorte de conjonction gouvernement et masses populaires contre un système étatique où l'influence nord-américaine était très forte.

Dans l'immédiat, nous nous présentons aux élections en formulant le programme énergétique d'un gouvernement écologique. Les élections au Parlement européen seront une occasion privilégiée pour casser le développement énergétique actuel.